



Déclaration de la FSU 91 CTSD du 25 janvier 2019

Madame la Directrice Académique,

En ce début d'année civile, la FSU souhaite une très bonne année à toutes et tous et fait le vœu d'une école plus juste et émancipatrice. Nous vous souhaitons également la bienvenue dans l'Essonne, département qui s'illustre par sa complexité mais aussi sa grande richesse.

Ce CTSD, consacré aux opérations de préparation de rentrée, s'inscrit dans un contexte national particulièrement sensible, celui d'une crise démocratique majeure. La population française manifeste très clairement sa volonté d'avoir des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire : des hôpitaux, des bureaux de poste, des écoles ! C'est bien la politique du gouvernement de destruction de ces services publics, ainsi que sa politique fiscale injuste, qui sont au cœur de la contestation populaire. Les services publics, et les agents de la Fonction publique qui ont la mission de les assurer, ne doivent plus être considérés par le gouvernement comme un fardeau, un coût insupportable à réduire à tout prix, mais comme les moyens de permettre à toutes et à tous de vivre dans des conditions décentes, de faire face à leurs besoins essentiels. Dans ce contexte, la FSU, avec ses syndicats, entend poursuivre son action de défense des personnels et d'un système éducatif de qualité. C'est dans ce but qu'elle continuera à organiser les mobilisations nécessaires et qu'elle fera vivre le dialogue social, qui s'avère - en ces temps - plus nécessaire que jamais.

Il est essentiel que la parole des personnels et de leurs représentants soient écoutée, mais surtout comprise. La FSU dénonce les conditions de rentrée et affirme, sur la base d'analyses précises fondées sur les réalités du terrain que les effectifs sont trop élevés, que les personnels sont mal payés et peu considérés, que les réformes à venir sont dangereuses.

Ces derniers mois, le ministre de l'Éducation Nationale a communiqué abondamment sur la préparation de rentrée. M. Blanquer annonce d'abord 1800 suppressions d'emplois qui, en réalité, sont un solde, des créations dans le 1er degré atténuant partiellement les suppressions massives dans le second degré. Ces dernières s'élèvent en réalité à 2650 emplois représentant 2450 moyens d'enseignement dans le second degré. Dans le même temps, le Ministère a considérablement augmenté le volume

d'heures supplémentaires et annoncé son intention d'imposer aux enseignants, par décret, une 2ème heure supplémentaire. Cette politique est irresponsable, surtout dans un moment où les enseignants voient leur salaire bloqué par le gel du point d'indice, qu'ils digèrent encore le jour de carence et qu'ils assument péniblement l'augmentation de la CSG. Et si l'on en croit le texte sur la prime d'activité, les enseignants débutants sont désormais des travailleurs modestes, qui s'épuisent à force de travailler plus pour gagner plus. Le but du ministère est-il de rendre le métier d'enseignant le moins attractif possible ?

Cette politique a des effets bien visibles sur le département de l'Essonne : alors que la pression démographique entraîne une hausse des effectifs (+ 1239 élèves en collège et + 370 en lycée, selon les prévisions pour 2019), l'augmentation massive des HSA est notable (+ 0,42 pts en collège, + 0,76 points en lycée) ; ce ne seront donc pas des collègues supplémentaires qui viendront en renfort encadrer les élèves en plus, mais bien des personnels déjà en poste qui verront leurs conditions s'aggraver avec une charge de travail qui croît inexorablement depuis des années. Ces HSA auront pour conséquences des fermetures de postes et/ou des suppressions de dispositifs qui favorisaient pourtant l'attractivité des établissements et la réussite scolaire des élèves les plus fragiles. Les personnels ont le sentiment d'être méprisés et le décalage entre le discours ministériel qui vante « l'école de la confiance » et la réalité n'a jamais été aussi grand.

Dans les collèges, les professeurs sont sous pression : les effectifs augmentent et les classes se remplissent même en cours d'année, empêchant souvent toute possibilité d'accueillir correctement des élèves à besoins éducatifs particuliers ; et de manière générale, les dédoublements se méritent et ne sont octroyés qu'à la condition de quelques HSA... La dégradation du H/E prévisionnel (de 1,20 à 1,18) signifie que les conditions d'enseignement seront encore moins bonnes en 2019-2020.

Dans les lycées, la mise en place de la réforme s'annonce catastrophique. D'abord parce que les enseignants dans leur grande majorité ne veulent pas du Lycée Blanquer. Le lycée Blanquer « offre plus de choix », nous dit-on, mais à qui ? L'Éducation Nationale joue ici sa partie de Monopoly ! C'est à celui qui aura le plus de spécialités : plus le lycée est gros, plus il en proposera, et plus il pourra y poser des hôtels, quand le petit lycée n'y mettra que de simples maisons. D'ores et déjà les enseignements artistiques paient un lourd tribut, en effet la carte des formations montre le sort réservé aux LCA, aux enseignements artistiques, comme au lycée l'Essouriau des Ulys ou au lycée Rosa Parks de Montgeron, mais aussi à l'EPS. Les documents le montrent pour l'Essonne, c'est une réforme qui se met en place en diminuant les moyens (le H/E baisse de 1,58 à 1,57) : on va donc maintenir et aggraver des conditions d'enseignement déjà insupportables, avec des classes de 35-36 élèves depuis plusieurs années. Des problèmes de locaux vont se poser, mais aussi de matériel. De nouvelles disciplines et spécialités vont être enseignées et l'on cherche encore qui pourra les enseigner, après une formation expéditive ! Les programmes ont été publiés cette semaine alors qu'ils ne font absolument pas consensus, qu'ils ont été rejetés par le CSE dont le ministère n'a visiblement que faire. Les modalités concrètes des épreuves ne sont pas connues. Pour les élèves et les familles, le saut dans le lycée Blanquer sera également angoissant, avec des choix d'orientation à faire encore plus tôt et

beaucoup d'incertitudes. Toutes les conditions sont donc réunies pour que la réforme soit un échec.

Pour la voie professionnelle, les grilles horaires sont désormais connues. Entre le discours ministériel d'une valorisation de cette voie et la réalité de terrain, le décalage est complet. On fait disparaître de très nombreuses heures de cours, particulièrement dans les disciplines générales : c'est l'équivalent de 7 semaines de cours en bac professionnel et de 4 semaines de cours en CAP que les élèves perdront. Où est la cohérence avec l'ambition de poursuite d'études des élèves de bac pro ?

Enfin , puisque, comme tous les Français, nous sommes invités à débattre, la FSU vous soumet cette question : que devons-nous privilégier ? Le principe d'égalité qui garantit à tous les lycéens la même offre de formation ? Ou bien nos conditions de travail qui, quand elles sont convenables, garantissent un solide parcours scolaire. Et pourquoi pas les deux ? Il faut résister sur tous les fronts, en luttant contre les déterminismes géographiques et sociaux, contre la dégradation de nos métiers, pour préserver une éducation nationale accueillante, émancipatrice et égalitaire.